

Commune de Saint Paul Cap de Joux

COMPTE-RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU 10 MARS 2016

L'an deux mille seize, le dix mars, à vingt heures trente, le Conseil Municipal de la Commune de Saint Paul Cap de Joux, convoqué le **2 mars 2016**, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en session ordinaire, à la Mairie de Saint Paul Cap de Joux, sous la Présidence de Monsieur Laurent VANDENDRIESSCHE, Maire.

Présents : Bernard BARDOU, Michel BELAVAL, Corinne BOUTIÉ, Marie-Françoise DURIS, Noël FERRAN, Jean-Philippe MOULY, Nelly PINEL, Sophie SENCE, Annie VALERO, Laurent VANDENDRIESSCHE, Eric VERNHÈRES, Philippe VIALA.

Absents excusés : Danielle LANDEZ, Carole PUYELO, Thierry VIALARD.

Secrétaire de séance : Michel BELAVAL.

ORDRE DU JOUR

1. Vote des subventions aux associations
2. Programme d'investissements 2016
3. Révision des tarifs
4. Personnel communal
5. Implantation de bornes de charge pour véhicules électriques et hybrides
6. Convention relative à la capture et à la stérilisation des chats errants avec l'association « L'école du chat »
7. Questions diverses

M. le Maire propose l'approbation des comptes-rendus des séances du 10 décembre 2015 et du 4 février 2016.

Les comptes-rendus des séances du 10 décembre 2015 et du 4 février 2016 sont adoptés à l'unanimité des membres présents.

1) Vote des subventions (2016/07)

M. le Maire rappelle que les dossiers de demande de subvention déposés au titre de l'exercice 2016 ont été examinés en réunion préparatoire par la commission vie associative.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

- DECIDE d'attribuer les subventions suivantes :

AAPPMA Société de pêche	300 €
ACCA Société de chasse	800 €
ADMR St Paul	2 000 €
Anciens combattants et prisonniers de guerre	100 €
Arts Martiaux	300 €
Aurgili Racing Club	400 €
BDSP Basket club	1 700 €

Comité des fêtes	4 700 €
Coopérative sportive et culturelle école	1 000 €
Coopérative sportive et culturelle école (<i>subv. exceptionnelle</i>)	1 000 €
INICI	600 €
Les ailes de la colline	300 €
Les coureurs du ciel	300 €
Lous Desferrats	300 €
Pays d'Agout Football Club	1 950 €
Ping Saint Paulais	1 700 €
Ste Cécile de Plane Sylve	600 €
Vélo Sport Léo Lagrange	500 €
TOTAL	18 550 €

Il est noté que les subventions ont été votées à l'unanimité et que les conseillers municipaux n'ont pas pris part au vote des subventions destinées aux associations dont ils sont représentants, adhérents ou administrateurs.

2) Programme d'investissements 2016

M. le Maire présente le programme de travaux étudiés en commission et propose de les classer par ordre de priorité ; ceux-ci seront inscrits au budget selon la capacité financière et l'ordre qui sera défini.

M. le Maire précise que le transfert des terrains du CCAS à la Commune nécessite un acte, toutefois il est possible à priori de le faire sous la forme d'un acte en la forme administrative, cela permettrait de s'exempter de certains frais.

PROPOSITIONS DE TRAVAUX 2016	PROJETS TTC	Priorité	Report 2017
TRAVAUX PRIORITAIRES			
Installation médecin	15 000,00 €	1	
Isolation plafonds salle des fêtes et St Paulaise	5 000,00 €	2	
Réfection cour de l'école	27 000,00 €	3	
Achat gendarmerie	45 000,00 €	4	
Accessibilité mairie (13 539,31 € TTC)	14 000,00 €	5	
Effacement réseau Avenue de Puylaurens et du Relai (<i>estimation</i>)	30 000,00 €	6	
Travaux voirie (investiss. 4 359,80 € - fonction. 5 000 €)	10 000,00 €	7	
Sous-total	146 000,00 €		
TRAVAUX MOINS PRIORITAIRES (estimation)			
Rond-point	40 000,00 €		X
Barrières (26)	4 000,00 €	8	
Jeux d'enfants	10 000,00 €		X
Illuminations	10 000,00 €		X
Salle conférences (murs + portraits Présidents de la République)	5 000,00 €		X
Chemins piétonniers : lices + arbustes	5 000,00 €		X
Adoucisseur cantine	1 000,00 €		X
Aménagement espace propreté	5 000,00 €		X
Réfection pignon mairie	5 000,00 €		X
Mobilier ALAE (<i>montant devis</i>)	1 550,00 €	9	
Mobilier salle Conseil municipal	3 500,00 €		X
Abri stade	10 000,00 €		X
Sous-total	100 050,00 €		

ASSAINISSEMENT			
Av. du Relai/Marguerite Corneilhan/Place Notre Dame/Rue Pasteur	17 000,00 €		
Lagunage ? (estimation)	20 000,00 €		
Epandage des boues ?			
Sous-total	37 000,00 €		
NOUVEAUX PROGRAMMES	283 050,00 €		

3) Modification des tarifs des concessions cimetière et du columbarium (2016/08)

- Vu la délibération du 10 mars 1960 instituant les tarifs des concessions au cimetière ;
- Vu la délibération du 9 décembre 2005 fixant le prix pour l'achat d'une case pouvant contenir 4 urnes au columbarium ;
- Vu les délibérations des 22 août 1980, 5 octobre 2001 et 25 novembre 2009 modifiant ces tarifs ;

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- DECIDE de modifier les tarifs suivants à compter du 1^{er} janvier 2017 :

Tarif Concessions Cimetière :

- Concession Perpétuelle 80 € le m²

Tarif de la case au Columbarium :

- 30 ans renouvelables 300 €

- CHARGE Monsieur le Maire de signer toutes les pièces nécessaires à l'exécution de cette décision.

4) Modification des tarifs des droits de place (2016/09)

M. le Maire rappelle les tarifs des droits de place et informe qu'ils n'ont pas été modifiés depuis le 1^{er} mars 2002.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à la majorité :

- FIXE, à compter du 1^{er} janvier 2017, les tarifs des emplacements occupés par les forains les jours du marché comme suit :
 - Abonnés : 10 € par mois
 - Occasionnels : 4 € par marché (1 contre : Marie-Françoise Duris)
- CHARGE Monsieur le Maire de signer toutes les pièces nécessaires à l'exécution de cette décision.

5) Création d'un contrat d'avenir (2016/10)

M. le Maire rend compte de la situation du personnel affecté au service scolaire et au nettoyage des bâtiments communaux :

- Deux agents sont placés en congé de grave maladie jusqu'en mai 2016, congé qui peut encore être prolongé ;
- Ces agents sont susceptibles de faire valoir leur droit à retraite prochainement.

Pour répondre au besoin des services, M. le Maire propose de créer un emploi d'avenir sur une base de 26 heures hebdomadaires.

M. le Maire ajoute que des actions de formation devront être envisagées sur la durée du contrat.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- Décide l'ouverture d'un poste « emploi d'avenir » sur une base de 26 heures par semaine, d'une durée de 36 mois, rémunéré au SMIC, à compter du 21/03/2016 ;

- Autorise Monsieur le Maire à mettre en œuvre l'ensemble des démarches nécessaires avec la Mission Locale Tarn Sud et les services de l'Etat pour ce recrutement ;
- Précise que la collectivité bénéficiera d'aides dans les conditions arrêtées dans la convention conclue avec l'Etat, ainsi que de l'exonération des cotisations dues au titre des assurances sociales familiales, dans la limite du SMIC.

6) Implantation de bornes de charge pour véhicules électriques et hybrides (2016/11) – Annexe 1

Monsieur le Maire informe le Conseil municipal de la nécessité d'implanter une ou des bornes de charge de véhicules électriques et hybrides sur le territoire communal pour permettre l'avènement de ce mode de déplacement plus respectueux de l'environnement.

Monsieur le Maire rappelle aux membres du conseil que ce projet de déploiement de bornes est porté par le SDET à l'échelle du département.

Le Syndicat Départemental d'Energies du Tarn a retenu, suite à un appel d'offres lancé en novembre 2015, l'entreprise Bouygues Énergies Services pour un lot global comprenant la supervision, la fourniture, la pose et installation, la maintenance et la mise en service de bornes de recharge pour véhicules électriques et hybrides rechargeables.

Le choix du matériel tient compte des nombreux critères du livre vert et permet à partir d'un seul point de comptage électrique sur le domaine public d'alimenter deux séries de deux prises correspondant à l'équipement de tout type de véhicules électriques ou hybrides, et donc d'équiper deux places contigües de stationnement.

Monsieur le Maire propose au Conseil d'accepter le principe d'une contribution annuelle de transfert de compétence plafonnée à 500€ et dégressive, permettant de limiter les charges de fonctionnement. Le financement sera réévalué chaque année par une commission du SDET chargée du projet.

Pour être éligible aux aides mises en place par l'état et l'ADEME, et pour en permettre le développement, il convient également de délibérer sur la gratuité du stationnement aux véhicules électriques pendant les deux premières années qui succèdent à la pose des bornes de charge.

L'exposé de Monsieur le Maire entendu, Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- Vu le livre vert sur les infrastructures de recharge ouvertes au public pour les véhicules « dé-carbonés »,
- APPROUVE les travaux d'implantation de deux bornes de charge pour véhicules électriques et hybrides sur la Commune de Saint Paul Cap de Joux ; l'emplacement sera défini avec la Régie municipale d'électricité ;
- APPROUVE la convention d'occupation du domaine public établi en faveur du SDET ;
- APPROUVE la gratuité du stationnement aux véhicules électriques pendant les deux premières années suivant l'implantation des infrastructures de charge sur le domaine public ;
- AUTORISE le SDET ou son ayant droit à en assurer la gestion et la maintenance à ses frais exclusifs en qualité de propriétaire des bornes et du système d'exploitation ;
- S'ENGAGE à payer la contribution annuelle communale de 500 € au titre du transfert de compétence exposé ci-dessus ;
- AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant, à signer tous documents afférents à ce projet ;
- DECIDE d'imputer les dépenses et recettes correspondantes au Budget de la commune.

7) Convention avec l'association L'école du chat (2016/12) – Annexe 2

M. le Maire informe que la mairie a reçu de nombreuses plaintes ces derniers temps dues à une recrudescence de chats errants sur le domaine public.

Il rappelle que depuis le 1^{er} janvier 2012, les propriétaires de chats ont l'obligation de les identifier (tatouage ou puce électronique mise en place par un vétérinaire) et que la loi du 6 janvier 1999 autorise les mairies à faire stériliser les chats sans propriétaires en faisant intervenir une association.

M. le Maire propose de passer une convention avec l'Association « l'Ecole du Chat » de BELCASTEL qui procède à la capture des chats errants, les fait stériliser et tatouer par un vétérinaire et les garder pendant leur convalescence.

Les frais de stérilisation et de tatouage des chats s'élèvent à 61.50 € pour une femelle et à 41 € pour un mâle, auxquels s'ajoute 15 € forfaitaire par chat traité pour les prestations assurées par l'association.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à la majorité (2 contre : Bernard Bardou – Jean-Philippe Mouly) :

- Autorise M. le Maire à signer la convention ci-annexée avec l'Association « l'Ecole du chat – Comité de Défense des bêtes libres », domiciliée à 81500 BELCASTEL, et à régler les frais engagés par sa mise en œuvre dans la limite de 700 € maximum pour l'année 2016.
La convention entrera en vigueur à compter de la date de sa signature. Elle sera valable pour une année civile.
- Autorise Monsieur le Maire à signer tous documents, faire et dire tout ce qui sera utile et nécessaire pour mener à bien ce dossier.

8) Questions diverses

Médecin généraliste

La délibération du 4 février 2016 précisant les conditions d'aides à l'installation du médecin a été notifiée au médecin ; la convention de mise à disposition des locaux sera proposée au prochain Conseil municipal et transmise au médecin pour signature.

Point sur le personnel

M. le Maire rappelle les coûts supplémentaires liés aux différents arrêts maladies et non compensés par la sécurité sociale ou l'assurance, soit environ 30 000 €.

Lors du dernier Conseil d'école, en présence de M. Brabet, IEN de Lavaur, il a été confirmé la suppression d'un poste d'enseignant à compter de la prochaine rentrée scolaire (103 élèves sont annoncés, soit 20 de moins qu'au moment de la création du poste supplémentaire).

Les enseignants ont proposé une nouvelle organisation qui prévoit le maintien des deux ATSEM, sans concertation avec la mairie.

M. le Maire leur a précisé que cette proposition ne lui convenait pas et qu'une seule ATSEM serait mise à disposition.

La situation de l'ancien secrétaire de mairie a été régularisée : sa période de disponibilité étant arrivée à son terme, il a notifié sa démission.

Immeuble de La Poste

M. le Maire informe que La Poste Immo envisage de vendre l'immeuble abritant les services de La Banque Postale et propose à la Commune de l'acquérir.

Les services des Domaines ont évalué ce bien à 166 800 €, La Poste Immo est prêt à le céder à 130 000 € ; un bail de location serait alors conclu avec La Poste avec un engagement ferme de 6 ans et un loyer évalué à 450 € par mois.

A l'unanimité le Conseil municipal ne souhaite pas donner une suite favorable à cette proposition.

Paprec

M. le Maire fait part de l'arrêté préfectoral du 9 février 2016 portant autorisation d'exploiter un centre de transit et de regroupement de déchets dangereux et de déchets électriques et électroniques de la SAS PAPREC D3E de Guitalens-L'Albarède.

RD 144 – Limitation de tonnage

La Commune de Prades a refusé la limitation à 13 tonnes de la RD 144 et propose une limitation à 26 tonnes. Le Département doit statuer sur cette requête.

Compteurs LINKY

Le déploiement des compteurs Linky sur la Commune ne se fera finalement pas avant 2020. M. le Maire précise qu'un dossier rassemblant diverses informations est consultable en mairie. Ces compteurs respectent les normes en vigueur, toutefois il est tout à fait légitime de se poser des questions. Environ 200 personnes étaient présentes à la réunion organisée par l'association INICI.

Economies d'énergie

M. le Maire s'est renseigné auprès d'entreprises telles que EBS, basée à Castres, sur les certificats d'économies d'énergie pour l'isolation des salles communales. Le coût pour la Commune serait de 12 € TTC le m², mais le faire en régie reste plus intéressant financièrement.

Toutefois, M. le Maire propose de faire une information sur ce dispositif sur le prochain bulletin municipal, car selon les revenus du foyer, l'isolation des combles peut être réalisée pour 1 € symbolique.

Trophée des associations

M. le Maire rappelle le projet commun avec la Commune de Damiatte de récompenser les associations du territoire. Une 1^{ère} réunion a eu lieu le 16 février pour déterminer la date, la formule et valider les associations.

Cette manifestation se déroulerait le vendredi 1^{er} juillet 2016.

40 associations ont été validées, seraient conviées 2 personnes minimum par association auxquels pourraient s'ajouter d'autres membres selon le nombre d'adhérents, avec un maximum de 5 personnes.

Souhait de faire travailler les entreprises du territoire.

Le repas serait servi à table avec un coût maximum de 20 € par personne.

Valeur du trophée : 10 € maximum

La partie animation serait assurée par M. Philippe Viala (présentation des nominés) et le trophée serait remis par les élus (5 intermèdes de remise des prix).

Le coût maximum serait de 3 500 € par commune.

Le Conseil municipal valide ces propositions.

Génération Mouvement Les Cocagnous

L'association Les Cocagnous se plaint de critiques à leur égard sur leur choix d'organiser un repas le lundi midi de la fête du village. M. le Maire a rassuré le Président en précisant que le Conseil municipal n'a porté aucun avis en ce sens à ce sujet.

Statistiques de la Gendarmerie

Pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2015 certains délits sont en forte diminution sur la Commune (atteintes volontaires à l'intégrité physique et atteinte aux biens). Ces chiffres ont été communiqués par l'Adjudant-Chef, Francou Yannick, Commandant la communauté de brigades de Vielmur-sur-Agout.

Compte-rendu du Conseil d'école du 8 mars 2016

Annie Valéro rend compte de la réunion :

- Plusieurs sorties sont programmées : ballade en vélo sur la voie verte (aide la mairie pour le transport des vélos), visite du Musée Dom Robert, de la ferme de David Séon avec découverte de la nature, sortie à Saint Ferréol
- Le carnaval est remis au 29 mars
- Fête de l'école le 17 juin en même temps que l'ALAE
- Résidence d'un artiste à l'école (partenariat avec l'AFIAC)
- Vente de plants et fleurs avant les vacances de Pâques
- Journée multi activités à Aquaval : entrées offertes par la CCLPA mais coût du transport à la charge de l'école
- Plan particulier de mise en sureté (PPMS) : vigilance attentats – Former le personnel en charge des enfants. M. le Maire précise que la formation se fera en interne pour le personnel communal

Assemblées générales

- **Pétanque St Paulaise**
Lors de l'assemblée générale des explications comptables avaient été demandées au Président. Un groupe de travail s'est créé pour retracer la comptabilité et justifier l'écart de trésorerie. Considérant les problèmes de tenue de compte et l'absence de plusieurs justificatifs, Le Président a démissionné. Un nouveau bureau doit se constituer sous 15 jours.
- **Les Cocagnous**
Lors de l'AG l'association a remercié la municipalité pour l'achat des tables rondes et la réfection de l'éclairage de la salle des fêtes.
Cette année le club partira en Corse
- **Anciens combattants**
Bon bilan financier, mais peu d'adhérents
- **Saint Cécile**
La soirée repas/feu de la St Jean est prévue le samedi 25 juin 2016.
Un concert sera organisé fin août.

CCLPA

- PLUi : fin de l'élaboration du cahier des charges pour sélectionner le bureau d'études. Le fait d'avoir transféré la compétence à la CCLPA, celle-ci est devenue compétente en matière de droit de préemption, il sera donc nécessaire de délibérer, un projet de délibération sera adressé ultérieurement aux communes.
- Commission économie, tourisme :
Création d'une pièce de monnaie à l'effigie du Pays de Cocagne, prix de vente : 2 €
Mapp'Rando : quelques soucis de géolocalisation
Eductour : un sur notre territoire le 26 mai (passage à Fiac et Viterbe)
Sentiers de randonnée : Vielmur et St Julien du Puy en créent un. Concernant l'entretien une étude est en cours pour sous-traiter la partie nettoyage et entretien, la réalisation de cette prestation par le CPIE coûterait 4 000 €/an. Pour le balisage, la fédération propose la prestation à 30 € le kilomètre.
Un fascicule de présentation des sites-restaurants... du territoire a été créé pour les groupes, des modifications ont été demandées car les restaurants de St Paul et le marché du mardi ont été oubliés.

Dates à retenir

- Nettoyage des berges : 30 avril 2016 à 8h30
- Conseil municipal : 13 avril 2016 à 20h30
- Concert de Indara en hommage à Noël Loyau : 20 mai 2016 à 20h30

Fin de séance.

ANNEXE 1

CONVENTION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC
entre
la COMMUNE DE SAINT PAUL CAP DE JOUX
et
le SYNDICAT DEPARTEMENT D'ENERGIES DU TARN

ENTRE LES SOUSSIGNÉS :

La Commune de Saint Paul Cap de Joux,
représentée par Monsieur Laurent Vandendriessche, agissant au nom et pour le compte de ladite commune dont le siège social est à la mairie,
Ci-après dénommée **la Commune**,

ET

Le Syndicat Départemental d'Energies du Tarn,
situé au numéro 2 rue Gustave Eiffel - Zone Albitech 81000 ALBI,
représenté par Monsieur Alain ASTIÉ, Président, ou toute personne dûment accréditée à ses fins,
Ci-après dénommé **le SDET**,

IL A ÉTÉ CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIVIT :

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

Le présent document a pour objet de fixer les conditions d'occupation du domaine public de la commune par des bornes de charge pour véhicules électriques et hybrides et ses accessoires dans le cadre du projet de déploiement d'infrastructures de charge du SDET sur le département du Tarn.

ARTICLE 2 – DURÉE DE LA CONVENTION

La convention est conclue pour une durée de 10 ans à compter de sa signature, renouvelable par tacite reconduction pour 5 ans sans pouvoir excéder vingt ans, sauf dénonciation par l'une ou l'autre des parties par lettre recommandée avec accusé de réception.

Cette période prenant notamment en considération la durée d'amortissement des investissements et des dépenses de fonctionnement réalisées par l'occupant pour les besoins liés à l'exploitation et à la maintenance des infrastructures de recharge.

La durée de la convention pourra être abrégée selon les clauses prévues ci-après.

ARTICLE 3 – ETAT DES LIEUX

Le SDET déclare avoir une parfaite connaissance desdits lieux et les accepter en l'état, renonçant à réclamer toute indemnité pour quelque motif que ce soit, notamment au cas d'erreur, défaut, non-conformité des lieux avec une réglementation quelconque.

Il devra en particulier, effectuer, à ses frais exclusifs, tous aménagements et modificatifs requis par une réglementation quelconque, présente ou à venir et après avoir obtenu l'accord préalable et exprès de la Commune.

Il assurera tous les frais de raccordements au réseau d'électricité, sans qu'il puisse à la fin du contrat prétendre pour cela à une quelconque indemnisation ou reprise.

Le SDET devra laisser en permanence, les bornes et la signalisation correspondante en bon état d'entretien et de propreté.

La Commune se réserve le droit de réclamer le rétablissement de tout ou partie des lieux dans leur état initial, avec le choix entre l'exécution matérielle des travaux nécessaires aux frais du SDET ou une indemnité pécuniaire, tous droits et taxes en sus, représentative de leur coût.

ARTICLE 4 - ACTIVITÉ(S) EXERCÉE(S) PAR LE SDET

La fourniture et l'installation des bornes de charges, le financement de l'énergie consommée par les bornes et les usagers du service ainsi que les frais de télécommunication, seront sous la maîtrise d'ouvrage et le financement du SDET, ce dernier pourra intervenir ou faire intervenir un tiers pour toute la partie maintenance et exploitation des dites bornes sans que la commune puisse s'interposer dans le mode de gestion.

L'exploitation des infrastructures de recharge électriques par l'opérateur ne pourra donner lieu à la constitution d'un fonds de commerce.

ARTICLE 5 - MODALITÉS D'EXPLOITATION

Sous peine de résiliation immédiate, l'exploitation ne pourra porter atteinte à la tranquillité, la sécurité et à l'hygiène publique.

Dans le cas contraire la résiliation aux torts du SDET ne donnera lieu à aucune indemnisation.

La Commune pourra effectuer ou faire effectuer tout contrôle à l'effet de vérifier, notamment, les conditions d'occupation et d'utilisation des lieux.

Pendant toute la durée d'occupation du domaine public, l'occupant s'engagera à informer le gestionnaire de tout changement de situation qui justifierait sa décision de procéder au retrait de la ou des bornes de recharges.

Aucune borne ne pourra être maintenue sur le domaine public si, n'étant plus affectée durablement à l'usage de recharge, elle n'est plus en état d'activité.

ARTICLE 6 – PLANS DE RECOLEMENT

Les emplacements mis à disposition par la commune et leurs délimitations seront désignés précisément sur un plan annexé, avec les références cadastrales de (ou des) emplacement(s) afin de clairement identifier le ou les emplacements, le nombre d'infrastructures de recharge, et la surface des emprises.

Le relevé topographique des bornes ainsi que leur géolocalisation et le report du réseau sur plan doivent être réalisés selon la norme prévue par les textes en vigueur par une entreprise compétente.

Le SDET fournira à la Commune un exemplaire des jeux de plans au 1/200ème en relevés triangulés lors de la réception des travaux.

Un exemplaire des plans servira à la délivrance du Consuel de l'installation.

ARTICLE 7 – CERTIFICAT DE CONFORMITE

Aucun raccordement de borne de charge sur le réseau ne peut être réalisé sans un certificat de type Consuel.

Le Consuel est initié par l'entreprise désignée par le SDET qui en effectue la demande avant la date de réception de l'ouvrage.

Lors de la réception des travaux, le SDET vérifie la conformité des installations. En cas de non-conformité, il demande à l'entreprise de procéder à la mise en conformité des installations et l'ouvrage sera réceptionné ultérieurement.

Dès la délivrance du certificat de conformité, l'ouvrage rentre dans le patrimoine du SDET. De ce fait, aucune intervention ne peut plus être réalisée sur la borne sans l'accord du SDET.

ARTICLE 8 - HYGIENE ET PROPRETÉ DU CHANTIER

Pendant la phase travaux, le SDET doit veiller au ramassage des déchets provenant de son activité ou celle de ses sous-traitants.

ARTICLE 9 – REDEVANCE

La commune autorisera l'exonération pour le SDET de la redevance d'occupation du domaine public, par application des dispositions de l'article L. 2125-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

Le SDET, opérateur-occupant, bénéficiera de l'exonération de la redevance d'occupation du domaine public, aux conditions que le service de recharge soit ouvert aux personnes dépourvues de liens contractuels avec le porteur du projet ou ses éventuels délégataires, y compris celles ayant souscrit un contrat avec d'autres opérateurs.

L'occupant devra également garantir au gestionnaire le respect de ces obligations pendant toute la durée de l'occupation du domaine public, objet de la présente convention.

ARTICLE 10 – PROPRIETE

Le SDET demeure propriétaire des bornes et de l'ensemble des accessoires indispensables au fonctionnement de la borne.

A l'issue de la présente convention, les parties s'accordent soit pour renouveler la présente convention, soit pour retirer toute l'installation aux frais du SDET, soit pour transférer la propriété de la ou des borne(s) et sa gestion éventuelle selon accord financier définit entre les parties.

ARTICLE 11 - ASSURANCE – RECOURS

Le SDET s'engage à couvrir les conséquences pécuniaires de sa responsabilité civile susceptible d'être engagée du fait de ses activités dans tous les cas où elle serait recherchée, notamment à la suite de tous dommages corporels, matériels ou immatériels, consécutifs ou non aux précédents, causes aux tiers ou aux personnes.

ARTICLE 12 - CARACTERE PERSONNEL DU CONTRAT

Le SDET s'engage à occuper lui-même et sans discontinuité les lieux mis à sa disposition.

La présente convention est accordée personnellement et en exclusivité au SDET ou son exploitant et ne pourra être rétrocédée par lui.

Le non-respect de cette clause entraînera la résiliation immédiate et sans indemnisation du présent contrat.

En cas de disparition du SDET, le présent contrat cessera sans délai.

ARTICLE 13 – RÉSILIATION

ARTICLE 13-1 - RÉSILIATION PAR LE SDET

Le SDET pourra demander à la Commune la résiliation de l'autorisation qui lui aura été accordée par le présent contrat mais il devra présenter sa demande six mois au moins avant l'échéance annuelle, par lettre recommandée avec accusé de réception adressée à la Commune, qui l'acceptera, étant entendu que cette mesure ne saurait donner lieu à une indemnité ni au profit du SDET, ni à celui de la commune.

Article 13-2 RESILIATION PAR LA COMMUNE

En sus des clauses de résiliation évoquées dans les articles ci-dessus, et ne donnant pas droit à indemnisation, la Commune se réserve le droit de résilier la présente convention, et ce, pour tout motif d'intérêt général.

La dénonciation de la convention par anticipation par la Commune interviendra avec un préavis de six mois pour des impératifs d'utilisation de l'espace pour des nécessités publiques ou des aménagements publics dont la réalisation ferait apparaître des contraintes en matière de sécurité ou hygiène publique notamment.

ARTICLE 13.3 RÉSILIATION DU FAIT DU COMPORTEMENT DU SDET

En sus des clauses de résiliation évoquées dans les articles ci-dessus, la présente convention pourra être résiliée par la Commune par simple lettre recommandée avec accusé de réception, au cas d'inexécution par le SDET de l'une quelconque de ses obligations, un mois après mise en demeure

..... /

par lettre recommandée avec accusé de réception, restée en tout ou en partie sans effet pendant ce délai.

ARTICLE 14 – LITIGES – COMPETENCE JURIDICTIONNELLE

La commune et le SDET s'accordent pour tenter de régler tout litige survenant dans l'exercice de la présente convention par la voie amiable. Toutefois en cas de litige non résolu par la voie amiable, le tribunal administratif compétent pour statuer sur les contestations auxquelles pourrait donner lieu l'application de la présente convention est celui de la situation de l'aménagement.

ARTICLE 15 - DATE D'EFFET DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à dater du jour de la signature par les deux parties et est conclue pour la durée des ouvrages dont il est question à l'article 1er ou de tous ceux qui pourraient leur être substitués sur l'emprise des ouvrages existants ; ou le cas échéant, avec emprise moindre.

La présente convention est établie en deux exemplaires originaux.

A Saint Paul Cap de Joux, le

Pour le Syndicat Départemental d'Energies
du Tarn,

Lu et approuvé,

Monsieur Alain ASTIÉ,
Président

Pour la Mairie de Saint Paul Cap de Joux,

Lu et approuvé,

Monsieur Laurent Vandendriessche,
Maire

ANNEXE 2

CONVENTION

RELATIVE A LA CAPTURE ET A LA STERILISATION DES CHATS ERRANTS

ENTRE LES SOUSSIGNÉS :

La Commune de Saint Paul Cap de Joux,
domiciliée Mairie – 1 Place de l'Hôtel de Ville – 81220 SAINT PAUL CAP DE JOUX
représentée par Monsieur Laurent Vandendriessche, Maire de Saint Paul Cap de Joux,
agissant au nom et pour le compte de ladite commune,
Ci-après dénommée **la Commune**,

ET

L'Association « L'école du chat – Comité de défense des bêtes libres »,
domiciliée 81500 BELCASTEL
représentée par sa Présidente, Irène Uzunoglu,
agissant au nom et pour le compte de l'association,
Ci-après dénommée **l'Association**,

IL A ÉTÉ CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les modalités de capture des chats errants non-identifiés, sans propriétaire et sans gardien, vivant en groupe dans des lieux publics. Après capture par l'Association, les animaux seront stérilisés et tatoués chez un vétérinaire. Ils sont ensuite gardés en cage environ une semaine, chez les adhérents ou dans un local du comité, avant d'être relâchés dans leur milieu naturel.

ARTICLE 2 – DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter du jour de sa signature et sera valable pour une année civile.

ARTICLE 3 – DISPOSITIONS FINANCIERES

Les frais de stérilisation et de tatouage s'élèvent à 61.50 € pour une femelle et à 41 € pour un mâle, auxquels s'ajoute 15 € forfaitaire par chat traité pour les prestations assurées par l'association.

Un montant maximum des dépenses est fixé à 700 € pour l'année 2016.

Le règlement se fera par mandat administratif, dans un délai de 30 jours, à réception d'une facture établie par l'association (justificatifs à l'appui).

ARTICLE 4 – CLAUSE RESOLUTOIRE

La présente convention sera résiliée de plein droit, sans formalité judiciaire et sans versement d'indemnité en faveur de l'une ou l'autre des parties :

- dès lors qu'un cas de force majeure surviendrait
- un mois après une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé réception restée en tout ou partie sans effet, en cas d'inexécution par l'une des parties des obligations résultant de la présente convention

..... /

La mise en demeure et la résiliation sont adressées par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 5 – CONTENTIEUX

En cas de litige dans le cadre de l'application de la présente convention, les parties s'engagent à rechercher un accord amiable préalablement à toute solution contentieuse qui relèvera du seul Tribunal Administratif de Toulouse.

La présente convention est établie en deux exemplaires originaux.

A Saint Paul Cap de Joux, le

Pour la Commune,
Le Maire,
Laurent Vandendriessche

Pour l'Association,
La Présidente,
Irène Uzamugura

